

Chapitre 1 : Le diplôme, passeport pour l'emploi ? (D'après le cours de M. Le Nader)

Problématique : Le diplôme protège-t-il du chômage et des emplois mal rémunérés ?

- Dans quelle mesure un niveau élevé de diplôme protège-t-il du chômage ?
- Allonger la durée des études est-il rentable pour l'individu concerné ?
- Quelle est l'influence du milieu social sur la réussite scolaire ? (TG)

1) Les individus ont-ils intérêt à poursuivre des études ?

- 1.1) Quelle relation entre niveau de diplôme, salaire et chômage ?
- 1.2) Comment expliquer le rôle protecteur du diplôme ?

2. Quels enjeux économiques et sociaux à la poursuite d'études ?

- 2.1) Un enjeu économique : y a-t-il trop de diplômés pour les emplois disponibles ?
- 2.2) Un enjeu social : tous égaux face à la compétition scolaire et professionnelle ?

Travail de groupe n°1 : Le taux de chômage des jeunes

Notions à reconnaître et savoir utiliser à la fin du chapitre : taux de chômage, salaire médian, capital humain, actif, inactif, origine sociale (PCS).

Méthodes : Σ AEI, proportions

1) Les individus ont-ils intérêt à poursuivre des études ?

1.1) Quelle relation entre niveau de diplôme, salaire et chômage ?

Doc 1 - Salaires et taux de chômage, selon le plus haut niveau de diplôme obtenu, de la génération sortie en 2010 du système éducatif, 3 ans après leur sortie

	Taux de chômage en % (2013)	Salaire médian * en € (2013)
Ensemble	22	1 450
Non-diplômés	48	1 160
Diplômés du secondaire	25	1 280
CAP, BEP, mention complémentaire	32	1 260
Bac professionnel ou technologique	20	1 300
Bac général	21	1 260
Diplômés du supérieur court	11	1 520
BTS, DUT et autres bac+2	15	1 460
Bac+2/3 Santé social	2	1 700
Licence générale (L3) et autres bac+3	14	1 450
Licence professionnelle	10	1 600
M1 et autres bac+4	14	1 620
Diplômés du supérieur long	9	2 100
M2 et autres bac+5	12	1 920
Écoles de commerce	9	2 290
Écoles d'ingénieurs	4	2 350
Doctorat	6	2 350

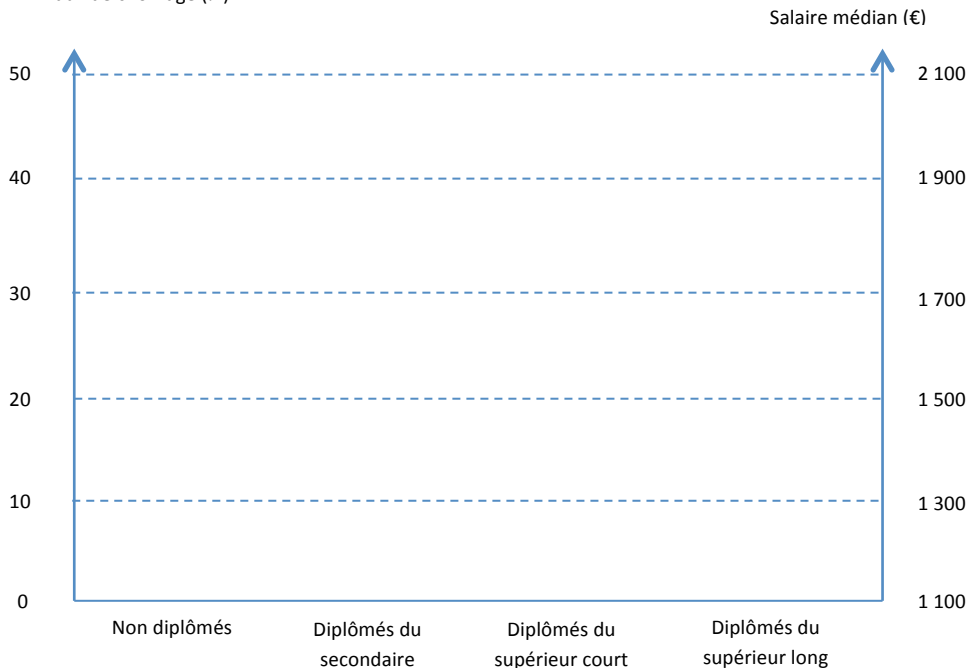
Source : d'après l'enquête Génération 2010, Céreq (Centre d'études et de recherche sur les qualifications).

Champ: France métropolitaine, primo-sortants du système éducatif en 2010 (en emploi salarié à la date d'enquête pour les salaires médians).

* **salaire médian** : 50% des personnes enquêtées perçoivent moins, 50% perçoivent plus que ce salaire

1. Complétez le graphique ci-dessous à partir du tableau
2. Quelle relation peut-on observer entre niveau d'études et taux de chômage ?
3. Un diplôme plus élevé permet-il toujours d'espérer un salaire plus élevé ? Justifiez avec les données pertinentes.
4. Les individus ont-ils intérêt à poursuivre des études plus longues ?

Taux de chômage (%)



Exercice 1 : La méthode « A.E.I. » du paragraphe argumenté :

Avec cette méthode, on démarre son § par l'**A**ffirmation de l'idée, puis on **E**xplicite cette idée (en détaillant une description ou un mécanisme) puis enfin on l'**I**llustre à l'aide d'au moins un exemple pertinent, sans oublier les mots de liaison !

Notez bien qu'on débute TOUJOURS un §AEI par un **alinéa** et qu'on ne revient JAMAIS à la ligne à l'intérieur d'un §AEI.

5 : Dans le §AEI ci-dessous, stabilotez de 3 couleurs différentes l'**A**ffirmation, l'**E**xplication et l'**I**llustration. Entourez les mots de liaison.

« Les diplômes protègent-ils du chômage ? »

« Oui on peut affirmer, qu'en moyenne, le diplôme protège du chômage. En effet, en moyenne, plus un individu est diplômé, moins il est exposé au risque de chômage et, inversement, en moyenne, moins un individu est diplômé, plus il est exposé au risque de chômage. On constate par exemple d'après le document 1 du CEREQ qu'en 2013, le taux de chômage des jeunes actifs non diplômés, 3 ans après leur sortie du système scolaire s'élevait à 48% alors que pour l'ensemble des jeunes actifs, il n'était que de 22%, soit environ 2 fois moins. On constate en outre que plus la durée des études est longue, plus le taux de chômage est faible : 25% pour les diplômés du secondaire (niveau bac), 11% pour les diplômés du supérieur court (bac+2 à 4) et seulement 9% pour les diplômés du supérieur long (au moins bac+5). On note cependant des écarts importants à l'intérieur de ces catégories selon le type de diplôme : les diplômés des métiers de la santé et du social n'ont par exemple qu'un taux de chômage de 2% et les ingénieurs de 4% alors que les titulaires d'un seul Master 1 ont un taux de chômage de 14%. »

1.2) Comment expliquer le rôle protecteur du diplôme ?

Exercice 2 - Les diplômes influencent-ils les rémunérations ?

✍ 6 – A partir des documents 2 et 3 ci-dessous, rédigez un paragraphe argumenté respectant la méthode « A.E.I. » sur le sujet suivant : « Les diplômes influencent-ils les rémunérations ? »

Doc 2 : Salaire mensuel net médian selon le diplôme et la durée depuis la sortie de formation initiale

Actifs ayant un emploi à temps complet en 2009 (en euros)	Enseignement supérieur long	Enseignement supérieur court (bac+2)	Bac et équivalents	CAP-BEP et équivalents	Brevet, CEP et sans diplôme
Sortis depuis 1 à 4 ans de formation initiale	1 800	1 470	1 300	1 246	1 171
Sortis depuis 11 ans et plus de formation initiale	2 708	2 148	1 805	1 568	1 479

Champ : France métropolitaine

Source : Insee, enquête emploi

Doc 3 - L'investissement en capital humain

Le système éducatif permet d'acquérir des connaissances utiles dans la vie professionnelle, développe les capacités d'abstraction et de synthèse, favorise l'épanouissement intellectuel et "produit" finalement des personnes parées pour accomplir les tâches de plus en plus complexes que requiert une économie moderne confrontée à la concurrence internationale. [...] Jeanne gagne plus que Paul parce qu'elle a fait des études plus longues. Cette relation de cause à effet, entre le temps passé à s'éduquer et la rémunération, se trouve au cœur de la théorie du capital humain développée et popularisée par Gary Becker. [...] Les études, et la formation en général, sont assimilables à des investissements qui, en s'accumulant, forment un stock de compétences professionnelles, le mal nommé "capital humain". [...] À l'heure actuelle, on estime qu'en moyenne une année d'études supplémentaires accroît les revenus dans une proportion variant de 5 à 15 %. [...] L'éducation est donc un investissement qui rapporte.

Pierre Cahuc et André Zylberberg, *Le chômage, fatalité ou nécessité ?*, Flammarion, 2004.

2. Quels enjeux économiques et sociaux à la poursuite d'études ?

2.1) Un enjeu économique : y a-t-il trop de diplômés pour les emplois disponibles ?

Exercice 3 : Y a-t-il trop de diplômés pour les emplois offerts ?

Il semble évident que le nombre de diplômés doit s'adapter aux besoins de l'économie. D'où les interrogations sur une éventuelle « inflation scolaire », qui dévaluerait la valeur des diplômes. On peut penser en effet que le diplôme joue un rôle de filtre : la place dans la hiérarchie des diplômes signale les travailleurs les plus compétents, qui seront embauchés au détriment des autres. Mais si c'était le contraire ? L'offre de diplômés, en rendant les individus plus productifs, peut-elle avoir un impact sur le rythme de croissance de l'économie, et donc les emplois créés ?

Répondre individuellement aux questions des documents 4 et 5

✍ 7. Quel passage du document 4 permet de prouver que les jeunes ont un intérêt individuel à obtenir des diplômes ?

✍ 8. À partir du doc 4, pourquoi peut-on dire que le baccalauréat a perdu de sa valeur ?

✍ 9. A quel résultat pour la société dans son ensemble aboutit l'addition des décisions individuelles en matière de poursuites d'études selon les auteurs du doc 4 ?

✍ 10. Quels éléments du document 5 permettent de contredire la thèse du document 4 ?

✍ 11. Par deux, réalisez la tâche intermédiaire suivante : Confronter vos réponses avec votre voisin : vous devez construire un tableau indiquant les points communs et les différences des deux théories présentées.

✍ 12. Tâche finale (à faire individuellement) : Vous êtes le conseiller du ministre de l'Éducation nationale, qui envisage de rendre la scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans. Vous devez lui présenter une note de synthèse argumentée présentant les avantages et les inconvénients d'une telle mesure.

Doc 4 – Le sentiment de déclassement

Ce sentiment de déclassement [= *phénomène de rupture qui conduit un individu à perdre sa position sociale*] prend racine à l'école qui s'est longtemps appuyée sur la certitude que les études "payaient", certitude forgée à l'âge de l'élitisme républicain quand, les diplômes scolaires étant relativement rares, les enfants du peuple qui les obtenaient étaient sûrs de monter dans l'échelle sociale.

Elle s'est renforcée après les années 1950, tant que la multiplication du nombre des diplômés était parallèle à celle des emplois qualifiés. Durant près de vingt-cinq ans, l'ascenseur social a donc fonctionné sans faiblir pour ceux qui obtenaient des diplômes. Aujourd'hui encore, les jeunes diplômés s'insèrent mieux dans l'emploi que ceux qui n'ont pas de qualification scolaire. Mais cette loi générale présente de nombreuses failles : les emplois qualifiés ayant crû beaucoup moins rapidement que les diplômés, de plus en plus de jeunes scolairement qualifiés n'accèdent pas aux emplois auxquels ils pensaient pouvoir prétendre.

Parmi les jeunes quittant l'école avec le baccalauréat à la fin des années 1960, soit environ 18 % d'une classe d'âge, 70 % devenaient cadres ou accédaient aux professions intermédiaires. Aujourd'hui, cette probabilité est tombée à 25 % alors que près de 70 % d'une classe d'âge est titulaire de ce même diplôme. Plus encore, une enquête récente de l'Agence pour l'emploi des cadres (APEC) indique que, parmi les jeunes titulaires d'un bac + 4 et occupant un emploi, un tiers deviennent employés. Environ 35 % des jeunes titulaires d'un baccalauréat et d'un niveau supérieur entrés sur le marché du travail en 1998 sont déclassés par rapport aux positions qu'ils auraient occupées en 1990.

Le déclassement est particulièrement net dans la fonction publique, où 64 % des jeunes recrutés possèdent des diplômes très supérieurs à ceux que le concours requiert normalement. Tous les jeunes sont donc touchés, tous doivent en rabattre sur leurs espérances et leurs ambitions. [...]

L'affirmation réitérée [= répétée] selon laquelle l'allongement des études et l'élévation du niveau de qualification scolaire sont un bien en soi repose à la fois sur des évidences et sur des illusions.

S'il est évident que chacun a intérêt à élever son niveau de diplôme, ne serait-ce que pour résister au déclassement, ce choix rationnel au niveau individuel entretient lui-même le déclassement général des diplômés au niveau collectif. Et, dans ce mécanisme, ce sont les plus faibles qui perdent le plus. Notre société a du mal à se défaire de l'illusion selon laquelle les diplômés pourraient se multiplier sans que leur relation à l'emploi n'évolue profondément.

Source : François Dubet et Marie Duru-Bellat, « Déclassement : quand l'ascenseur social descend », *Le Monde*, 23 janvier 2006.

Doc 5 - L'éducation est indispensable à la croissance et au développement

Il y a trop de faisceaux empiriques convergents pour renoncer à croire que l'éducation est indispensable à la croissance et au développement. Il existe plusieurs façons de le comprendre. On peut penser que l'éducation rend les travailleurs plus efficaces, à l'intérieur d'une structure productive donnée et que ceci justifie que l'on augmente sans cesse les niveaux scolaires. Mais on peut penser aussi que l'éducation transforme la structure productive en étant une source de progrès technique et de croissance. Dans le premier cas, on mettrait l'accent sur la vocation professionnalisante de l'éducation ; dans le second, l'éducation serait davantage conçue comme une préparation à faire face à la nouveauté, à travers l'adaptation au changement et l'innovation. Dans cet esprit, les politiques d'éducation ne peuvent être uniquement guidées par la capacité des économies à faire usage, à un instant donné, de la quantité de travail qualifié, comme pourraient le suggérer les débats autour de la sur-éducation et du déclassement : elles ont aussi pour effet de modifier, dans l'avenir, les conditions économiques. La politique scolaire doit être pensée dans ses effets de très long terme.

Source : Marc Gurgand, "Education et croissance économique", Rapport pour la Commission du débat national sur l'avenir de l'école, 2004, p. 14.
<http://www.debatnational.education.fr/upload/static/lemiroir/pdf/apport1.pdf>

Exercice : Les frontières de l'emploi / inactivité / chômage

		Inactifs	Actifs occupés (Emploi)	Actifs inoccupés (Chômage)
1. Martine	Prépare le concours de CPE tout en occupant un emploi de surveillante dans un lycée.			
2. Michel	A perdu son emploi il y a 3 ans. Inscrit à Pôle emploi, il répond régulièrement à des offres mais ne perçoit plus les allocations.			
3. Jeanne	Femme au foyer, elle travaillerait volontiers si l'occasion s'en présentait mais ne recherche pas activement un emploi			
4. Julien	Etudiant en école d'ingénieur			
5. Samia	Vendeuse dans un magasin de vêtement 15H par semaine.			
6. Yann	Intérimaire, en contrat de 5 semaines chez Mc Do			
7. Aïssa	Bénévole aux restos du Coeur			
8. Max	professeur à la retraite			
9. Karim	Ingénieur informaticien			
10. Loïc	Vient de finir ses études, recherche un emploi.			

D'après Hatier, 2004

✍ **1. Classer** – Pour chaque cas, faites une croix dans la colonne appropriée.

✍ **2. Définir** – Proposez par déduction de l'exercice précédent les définitions des termes suivants : **chômeurs, actifs, inactifs**

Doc 1 : Situations d'activité des jeunes en 2012 (données en milliers)

	Population totale des jeunes	dont avec un emploi	dont au chômage
15-29 ans	11 124	4 561	999

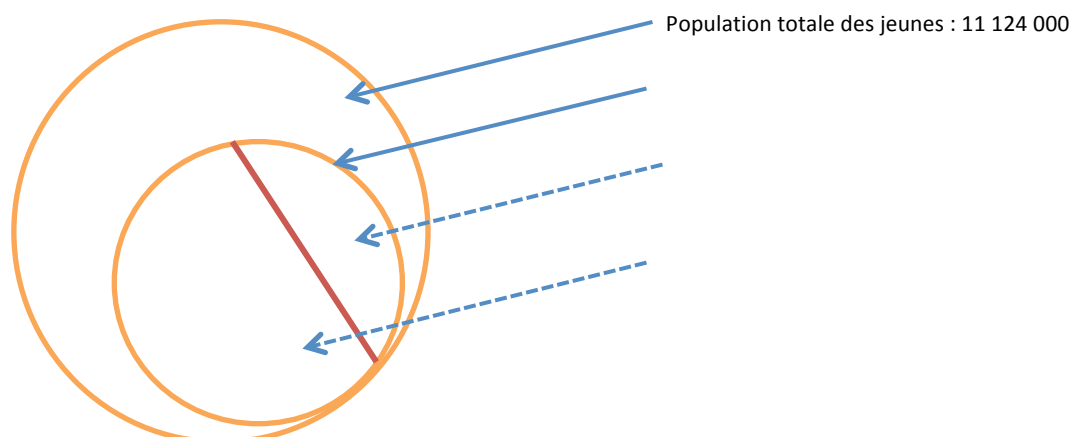
Source : d'après DARES, "emploi et chômage des jeunes de 15-29 ans en 2012"

Champ : population des ménages de France métropolitaine

✍ **3. Lire** - Faites une phrase donnant la signification apportée par la donnée entourée.

✍ **4. Calculer** – calculez le nombre d'actifs de 15 à 29 ans en France (rappelez-vous que tous les actifs n'occupent pas un emploi)

✍ **5. Classer** – Complétez le schéma suivant avec les nombres et intitulés manquants (chômeurs jeunes, emploi des jeunes, population active des jeunes)



✍ **6. Calculer** - Calculez la part des chômeurs parmi les actifs de 15 à 29 ans (voir fiche méthode page suivante).

✍ **7. Justifier** – Pourquoi ne peut-on pas dire que près d'un jeune sur 5 était au chômage en France en 2012 comme le font souvent les journalistes ? Quelle est la formulation correcte ?

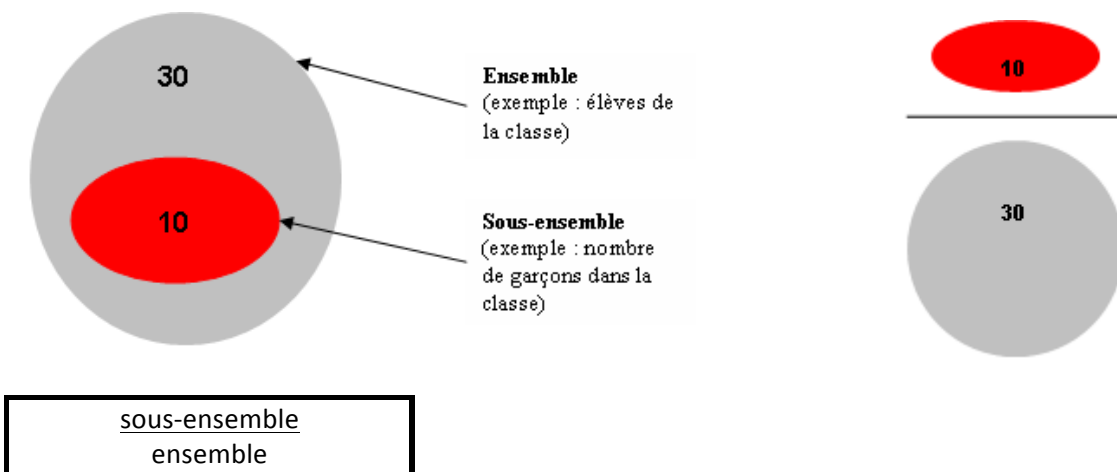
1. A quoi servent les proportions ?

En avril 2014 on dénombrait 3,4 millions de chômeurs de catégorie A inscrits à pôle emploi en France. Est-ce "beaucoup"? Afin de donner un ordre de grandeur, il est utile de rapporter ce nombre à un ensemble de référence, ici la population active. C'est ce que permettent les proportions.

Définition : Une proportion (ou part) exprime le **rapport entre une partie d'un ensemble et cet ensemble**.

2. Comment calculer une proportion ?

Pour calculer une proportion, on compare, à l'aide d'une division, le sous-ensemble étudié à l'ensemble de référence.



Il existe 3 manières d'exprimer une proportion :

- Sous forme de pourcentage : ex : 33%
- Sous forme de fraction : ex : $\frac{1}{3}$
- Sous forme décimale : ex : 0,33

3. Comment lire une proportion ?

Pour interpréter une proportion, la structure de la phrase de lecture est toujours la même :

En tel « lieu », à telle date, x% de l'ensemble « était » du sous-ensemble.

Exemple : « Dans la classe de 2^{nde} 7, en 2014, 33% des élèves étaient des garçons. »

Attention : Ne pas confondre l'ensemble et le sous-ensemble lors de la lecture d'une proportion (contre-exemple : 33% des garçons étaient des élèves...)

2.2) Un enjeu social : tous égaux face à la compétition scolaire et professionnelle ?

Doc 6 - Type de baccalauréat obtenu selon la catégorie sociale du père

Type de baccalauréat obtenu Parmi les bacheliers d'une catégorie sociale donnée Unité : %			
	Bac général	Bac technologique	Bac professionnel
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	48	20	31
Agriculteurs exploitants	54	19	27
Cadres et professions intellectuelles supérieures	76	14	10
Professions intermédiaires	58	23	20
Employés	49	26	24
Ouvriers	31	23	46
Retraités	38	21	41
Ens.	48	21	31

Lecture : parmi les enfants d'ouvriers bacheliers, 31 % ont obtenu un bac général en 2012, contre 76 % pour les enfants de cadres supérieurs bacheliers.

Source : Ministère de l'éducation nationale - données 2012

✍ **13. Observer** – Ce document permet-il d'affirmer que la profession du père joue un rôle dans l'obtention du baccalauréat **général** de ses enfants ? Justifiez avec des données pertinentes.

✍ **14.** Qu'en est-il pour le baccalauréat technologique et professionnel ? Que pouvez-vous en déduire sur la hiérarchie réelle ou imaginaire entre les 3 filières de baccalauréat ?

✍ **15. Expliquer** - Quelles hypothèses pouvez-vous avancer pour expliquer les constats établis dans la Q13 et Q14 ?

Doc 7 – Comment le niveau de diplôme des enfants est influencé par leur milieu familial

La mobilité sociale entre générations [= le fait de pouvoir changer de position sociale par rapport à celle de ses parents] régresse en France. C'est le résultat d'une étude récemment publiée dans l'Economics of Education Review. (...) Les auteurs distinguent deux canaux par lesquels les parents influencent l'éducation des enfants. Le premier, les transferts intrafamiliaux, recouvre les transmissions de connaissances, de culture, de comportements et de réseaux qui s'opèrent au sein de la famille. Le second est lié au revenu des parents, les familles à haut revenu dépensant plus pour l'éducation de leurs enfants. Les deux canaux participent à la baisse de la mobilité sociale. D'une part les transferts intrafamiliaux ont une influence grandissante sur le niveau éducatif des enfants. D'autre part, l'impact sur la réussite scolaire des différences de revenu entre familles s'est accru. Ces résultats confortent ceux de l'enquête PISA 2012, qui témoigne d'un creusement des inégalités scolaires en France. [...] L'importance accrue du revenu des parents sur la réussite scolaire montre l'incapacité grandissante de l'école républicaine à assurer l'égalité des chances. Selon le Centre d'Analyse Stratégique (Note 315, janvier 2013), les familles font de plus en plus appel au soutien scolaire privé et onéreux pour l'éducation de leurs enfants. De plus, les familles qui privilégient l'éducation inscrivent de plus en plus souvent leurs enfants dans des établissements privés payants. Ces deux tendances accroissent la discrimination par le revenu.

« La mobilité sociale régresse en France », Le Monde.fr, 12.06.2014, par Nathalie Chusseau et Joël Hellier (Economistes)

✍ **16. Illustrer** – Illustrez les 3 types de transmission de la phrase soulignée par un exemple parlant.

✍ **17. Expliquer** – Pour chacun de ces transferts familiaux, explicitez de façon la plus détaillée possible comment il opère dans la poursuite d'études des enfants.

✍ **18. Débattre** - Que faire pour lutter contre les inégalités sociales de réussite scolaire ?

1) Les individus ont-ils intérêt à poursuivre des études ?

a) Quelle relation entre niveau de diplôme, salaire et chômage ?

Les enquêtes menées s'accordent à montrer qu'en moyenne le diplôme joue un rôle protecteur : généralement, plus le diplôme est élevé, plus le risque de chômage est faible et plus les salaires sont élevés. Ce constat général peut bien sûr s'accompagner d'exceptions, certains diplômes s'avérant plus ou moins protecteurs que d'autres par exemple.

b) Comment expliquer le rôle protecteur du diplôme ?

2 théories peuvent principalement expliquer le rôle protecteur du diplôme :

- La théorie du capital humain : l'éducation est une formation qui accroît la productivité (l'efficacité) individuelle des individus en leur conférant des aptitudes et des connaissances. Il s'agit donc d'un investissement à court terme (poursuivre des études est coûteux en temps et en argent) qui apporte des bénéfices à long terme (salaires plus élevés, postes plus qualifiés, moins de risque de chômage)
- La théorie du signal : l'éducation permet de signaler qui a ou n'a pas ces aptitudes et connaissance nécessaire à l'exercice d'un emploi : seuls les plus aptes seraient en effet capables de décrocher un diplôme élevé.

Dans les deux cas, un niveau élevé de diplôme est vu au niveau individuel comme gage de connaissances ou de compétences par la personne, et le diplôme est alors un indice d'un potentiel productif utilisable par l'entreprise, favorisant l'accès aux emplois qualifiés les mieux rémunérés.

2) Quels enjeux économiques et sociaux à la poursuite d'études ?

a) Un enjeu économique : y a-t-il trop de diplômés pour les emplois offerts ?

Si les théories du capital humain et du signal prévoient toutes deux un phénomène amplement constaté (plus on fait d'études, plus on reçoit un salaire élevé, et plus le risque de chômage est réduit), il y a cependant une différence fondamentale entre les deux : dans la théorie du capital humain, augmenter le niveau d'études de l'ensemble de la population est une bonne chose ; dans la théorie du signal, c'est une mauvaise chose. Puisque de toute façon les meilleurs emplois iront à ceux qui ont fait plus d'études que les autres, augmenter le niveau d'études ne modifiera pas ce résultat mais ne créera que gaspillages d'argent public et frustrations pour ceux qui ont cru atteindre un niveau plus élevé mais découvrent qu'il y en a toujours autant de diplômés au-dessus d'eux. Risque alors de se développer un sentiment de déclassement social.

b) Un enjeu social : tous égaux face à la compétition scolaire et professionnelle ?

Les enquêtes statistiques montrent que la poursuite d'études est fortement liée à l'origine sociale des élèves : les enfants d'origine sociale peu favorisée (employés, ouvriers) ont en moyenne une réussite scolaire moindre, et font des études plus courtes ou moins prestigieuses que les enfants de catégories plus favorisées (cadres). Cela peut s'expliquer par des différences :

- Economiques : le niveau de revenu ou de patrimoine permet de financer des cours particuliers ou l'inscription dans des établissements supposés plus réputés.
- Mais aussi culturelles : les catégories supérieures transmettent à leurs enfants une culture (langage, attitudes, connaissances, etc.) qui est celle qui est valorisée par l'école et donc leur permet une meilleure réussite scolaire.